ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 5 mars 1998, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet de loi "visant à réorganiser les systèmes de protection des dépôts et des instruments financiers modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de réescompte et de garantie et créant un Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers", a donné le 25 mai 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 5 maart 1998 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot reorganisatie van de beschermingsregelingen voor deposito's en financiële instrumenten, tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 175 van 13 juni 1935 houdende instelling van een Herdiscontering- en Waarborginstituut en tot oprichting van een Beschermingsfonds voor deposito's en financiële instrumenten", heeft op 25 mei 1998 het volgende advies gegeven :

I. Observation générale

L'avis du 17 mars 1998 de l'Institut monétaire européen relatif à l'avant-projet de loi a été porté à la connaissance du Conseil d'Etat par une lettre du 25 mars 1998 du ministre des Finances. Cet avis doit être reproduit dans l'exposé des motifs, notamment le point suivant :

> "The only question relevant for the present consultation from the EMI's point of view is whether it is compatible with the Bank's future ESCB-related tasks that the National Bank of Belgium would manage the Protection Fund for Bank Deposits and Financial instruments. In this connection, Article 14.4 of the Statute of the ESCB/ECB is relevant, and states that national central banks may perform functions other than those specified in that Statute unless the Governing Council of the ECB finds, by a majority of two-thirds of the votes cast, that these interfere with the objectives and tasks of the ESCB. The EMI reviewed the future tasks of the Protection Fund on the basis of the draft law and the 1996 Annual Report of the Discount and Guarantee Institute. The EMI understands that the Bank will collect contributions to the Fund from market participants in the financial sector, manage these funds and, where appropriate, distribute funds to holders of bank deposits and/or investors in financial instruments if institutions with which they hold such deposits and/or instruments become insolvent. In accounting terms, all these activities remain in the accounts of the Fund and will not be reflected in the accounts of the National Bank of Belgium, which is expected only to receive a fee for its management services.
>
> The EMI understands that it is possible that the Fund's balances might be held on an account with the National Bank of Belgium. While it is expected that the Fund's balances will always be in credit, the EMI understands that lending (if any) to the Fund will be based on adequate collateral.

> With a view to the above, and without prejudice to the ECB Governing Council's views in this respect, the EMI does not anticipate that the tasks of the National Bank of Belgium, insofar as they do not entail the use of the Bank's funds, would interfere with the objectives and tasks of the ESCB and would thus be prohibited under Article 14.4 of the ESCB/ECB Statute.".

Invité à préciser quelle est la portée attachée à l'avis précité par les auteurs de l'avant-projet de loi, le délégué du ministre a répondu ce qui suit :

> "L'avis de l'IME se limite à examiner si les tâches que la BNB pourrait exercer pour le Fonds, seraient compatibles avec les activités que la Banque effectuera dans le cadre du SEBC et l'Institut parvient à la conclusion qu'il n'y aura normalement pas d'incompatibilité, surtout si ces activités n'entraînent pas l'utilisation d'actifs qui appartiennent à la BNB.
>
> On peut en déduire qu'il n'y a pas d'objection de l'IME pour que le projet de loi en question soit voté tel quel. Le Conseil des Gouverneurs devra toutefois encore se prononcer par après sur le fait de savoir si le système de collaboration effectif qui serait mis en place entre la BNB et le Fonds, sera en tous points compatible avec l'activité de la Banque dans le cadre du SEBC. Ceci pourrait éventuellement poser des problèmes si la Banque mettait, dans le cadre de sa collaboration, des liquidités à la disposition du Fonds; il n'y aura pas de problème puisque, même si à un certain moment une avance de fonds de la Banque était nécessaire, il s'agirait de montants tout à fait négligeables qui ne pourraient aucunement entamer sa liquidité, qui est nécessaire pour remplir ses missions dans le cadre du SEBC.".

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas dans le texte du projet où il est prévu que la Banque nationale est amenée à faire des avances et où sont prévues les limitations à ces avances.

Le texte doit être complété en ce sens.

En tout état de cause, les garanties doivent figurer dans le dispositif et non pas dans les déclarations faites au Conseil d'Etat.

Par ailleurs, l'exposé des motifs, à propos de l'article 14 du projet (article 9 en projet de l'avant-projet créant un Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers) doit justifier l'absence de conflit d'intérêt si la Banque nationale assure la gestion courante du Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers, en abrégé F.I.F.

II. Observations particulières

Article 4 du projet

Article 112 en projet

La dernière phrase de l'alinéa 1er serait mieux rédigée comme suit :

"Des systèmes de protection des investisseurs peuvent être organisés pour certaines catégories d'établissements de crédit ou d'entreprises d'investissement.".

Article 113 en projet

L'article 113, § 1er, alinéa 2, prévoit la prorogation par la Commission bancaire et financière, "des délais" de remboursement ou d'indemnisation. Selon les explications fournies au Conseil d'Etat par le délégué du ministre, l'emploi du pluriel tend à permettre à la Commission bancaire et financière, en abrégé C.B.F., d'octroyer plusieurs prorogations. Il convient de déterminer clairement, dans le dispositif, si la durée totale des prorogations peut dépasser trois mois.

Mieux vaut écrire l'alinéa 2 comme suit :

"L'Institut assure le remboursement ou l'indemnisation visés à l'article 112, dans un délai de trois mois, après que la créance de l'investisseur a été admise et que le montant en a été établi. La Commission bancaire et financière peut décider d'accorder une prorogation ... Elle ne peut être décidée ... (la suite comme au projet).".

Au paragraphe 2, alinéa 2, par souci de concordance avec le texte néerlandais, mieux vaut écrire :

"L'indemnisation des investisseurs comprend, à concurrence ..." plutôt que "L'indemnisation des investisseurs doit prévoir, à concurrence ...".

Le texte néerlandais du paragraphe 2, alinéa 2, devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 114 en projet

A l'alinéa 3, dernière phrase, mieux vaut écrire, pour assurer la concordance avec le texte néerlandais :

"Les investisseurs sont informés par la succursale, ou, à défaut, par la Commission bancaire et financière, de la cessation de la couverture.".

Le texte néerlandais de l'article 114, en projet, ne comporte que deux alinéas; le texte français en comporte trois.

Article 5 du projet

A l'alinéa 2 nouveau, mieux vaut écrire :

"L'Institut peut ... des instruments financiers et assurer la gestion de tels systèmes" au lieu de "... ou en assurer la gestion.".

Article 14 du projet

Article 1er en projet

1. A l'alinéa 2, mieux vaut écrire :

"Ce Fonds a pour objet d'instituer et de gérer ..." plutôt que "Ce Fonds a pour objet d'instituer ou de gérer ...".

Bien que le texte se réfère aux articles 112 et suivants de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, il serait préférable que le texte précise que le Fonds arrête les contributions dues par les établissements qui participent au système de protection.

2. L'alinéa 2 de l'article 3 en projet doit devenir l'alinéa 4 de l'article 1er en projet rédigé comme suit : "Son objet est réputé commercial".

3. Au surplus, il convient de se référer à l'observation formulée sous l'article 13 en projet.

Article 4 en projet

1. Cette disposition se lit comme suit :

> "Il est attribué au Fonds une dotation de cinq millions de francs prélevés sur la part des réserves de l'Institut de réescompte et de garantie revenant à l'Etat et aux institutions privées lors de la liquidation de cet Institut.".

Le délégué du ministre en a précisé le sens en ces termes :

> "Le F.I.F. sera un établissement public et donc le secteur privé ne sera pas "actionnaire" du Fonds. Les représentants des secteurs concernés (banques, sociétés

de bourses, ...) ont marqué leur accord sur cette formule.".

Si ces renseignements sont exacts, le prélèvement d'une fraction de la dotation du F.I.F. sur la part des réserves de l'Institut de réescompte et de garantie "revenant aux institutions privées", tel qu'il est prévu par le projet, doit être spécialement justifié, voire supprimé.

2. Mieux vaut utiliser les mots "des actifs nets" plutôt que les mots "des réserves".

Article 5 en projet

A l'alinéa 2, mieux vaut écrire :

"... pour chacune des catégories de membres visées à l'alinéa 1er", plutôt que "... pour chacune des composantes fixées à l'alinéa 1er.".

Article 7 en projet

1. Mieux vaut rédiger l'alinéa 1er comme suit :

"Les décisions du Comité sont prises à la majorité ... (la suite comme au projet).".

2. La phrase introductive de l'alinéa 2 serait mieux rédigée comme suit :

"Toutefois, ne sont prises qu'à la majorité des trois quarts au moins des voix des membres présents, les décisions relatives : ... (la suite comme au projet).".

Le texte néerlandais du 1° devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

3. A l'alinéa 2, 2°, le projet ne mentionne que les contributions complémentaires. Il n'est pas question des contributions de base. Il serait préférable de préciser à quelle majorité ces contributions doivent être arrêtées.

Article 8 en projet

Invité à donner des exemples des délégations de pouvoirs envisagées, le délégué du ministre a indiqué que la disposition, qui se trouve déjà dans la loi actuelle,

> "a permis, par exemple, de déléguer au directeur de l'I.R.G. l'exécution de la politique de placement des fonds gérés par cet organisme ou les modalités pratiques des interventions en cas de faillite bancaire.".

Il reste à justifier, dans l'exposé des motifs, l'éventualité des délégations consenties à d'"autres personnes" que les membres du Comité de direction ou des agents du Fonds.

Mieux vaut écrire par souci de concordance avec le texte néerlandais :

"Le Comité de direction peut consentir à ses membres ou à des agents du Fonds ... (la suite comme au projet)".

Article 11 en projet

A l'alinéa 2, mieux vaut écrire :

"... pour les communications d'informations à la Commission bancaire et financière et aux organismes gestionnaires ... (la suite comme au projet).".

Article 13 en projet

Le Conseil d'Etat propose d'omettre le paragraphe 2 et d'ajouter à l'article 1er en projet, que : "D'un point de vue fiscal, le Fonds est assujetti à l'impôt des personnes morales.".

Article 14 en projet

Si l'intention des auteurs du projet est que les contributions de base doivent être fixées par le règlement, il y a lieu de revoir le texte en s'inspirant de l'article 113, § 2, de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et

à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements.

Dans ce cas, il convient d'ajouter un alinéa 2 rédigé comme suit :

"Ce règlement contient notamment ...".

Article 15 en projet

La deuxième phrase paraît inappropriée, le placement ne peut porter que sur les liquidités.

Il convient, dès lors, de préciser que, sous réserve des liquidités nécessaires à la gestion courante, celles-ci sont placées d'une manière qui reste à déterminer.

Article 15 du projet

1. A l'alinéa 2, l'article se réfère aux "autres" missions légales de l'I.R.G., qui seront transférées à la Banque nationale. Un relevé devrait en être donné dans le commentaire de l'article.

2. A l'alinéa 3, mieux vaut écrire :

"Ses missions d'institution et de gestion des systèmes ..." plutôt que "Ses missions d'institution ou de gestion des systèmes.".

3. A la fin de la deuxième phrase de l'alinéa 4, il est prévu que le Roi peut déroger à un certain nombre de dispositions légales. Si les auteurs du projet envisagent une dérogation générale, cette phrase est inutile et doit, dès lors, être omise. Si, par contre, il s'agit d'une dérogation particulière, elle doit être spécialement justifiée dans l'exposé des motifs.

4. A l'alinéa 5, selon les explications fournies par le délégué du ministre, les termes "droits et obligations" recouvrent effectivement le versement des fonds de protection par l'I.R.G. au F.I.F.

III. Structure du texte

A. Observation préalable

1. Un texte qui contient à la fois des dispositions autonomes et des dispositions modificatives doit, en principe, suivre la présentation suivante : d'abord, les dispositions autonomes, ensuite les dispositions modificatives, dans leur ordre chronologique, en commençant par la plus ancienne et, enfin, les dispositions transitoires.

Le texte en projet n'est pas conforme à ce schéma. Non seulement, il ne suit pas un ordre chronologique, mais de plus il ne présente pas une cohérence qui permettrait de mieux distinguer les dispositions essentielles qui constituent l'objet même de la réforme voulue par le projet de loi, contenues dans les chapitres II et IV du projet de loi,

des dispositions modificatives rendues nécessaires à la suite de la réforme du système de protection des dépôts et instruments financiers (le chapitre IV et les articles 17 et 18) et des dispositions qui constituent un régime transitoire (contenues dans les chapitres Ier et III du projet de loi).

En effet, le chapitre II modifie la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements afin d'établir à l'égard des entreprises d'investissement (sociétés de bourses et sociétés de gestion de fortune) - et en application de la directive 97/9/CE du 3 mars 1997 relative aux systèmes d'indemnisation des investisseurs -, des dispositions similaires à celles qui régissent actuellement le système de protection des dépôts en application des articles 110 et suivants de la loi du 22 mars 1993 sur le statut et le contrôle des établissements de crédit.

Le chapitre IV, quant à lui, instaure un Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers, "structure légère" appelée à reprendre certaines compétences dévolues à l'Institut de réescompte et de garantie, à la suite de sa dissolution d'ici fin 1999.

Par ailleurs, le chapitre V du projet de loi ne constitue qu'un aménagement technique du texte en vigueur.

Enfin, le chapitre III modifie l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de réescompte et de garantie, afin de permettre à cet

organisme - à titre transitoire (1) - d'instituer et de gérer des systèmes de protection des dépôts et des instruments financiers en attendant la création du Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers et le chapitre premier supprime la caisse d'intervention des sociétés de bourses et transfère les droits et obligations de celle-ci à l'Institut de réescompte et de garantie.

2. Pour une meilleure compréhension du texte, il convient de distinguer clairement les dispositions définitives qui seront d'application lorsque le Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers sera instauré, - en ce compris la suppression de l'Institut de réescompte et de garantie -, des dispositions abrogatoires, provisoires et transitoires qui concernent les missions qui seront exercées temporairement par l'Institut de réescompte et de garantie.

Il convient de rassembler à la fin du projet ces dernières dispositions qui constituent, dans le texte en projet, les articles 2, 3, 5 à 13, et 15.

Il est suggéré de présenter, en premier lieu, les dispositions nouvelles et autonomes qui instaurent le Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers, ensuite les dispositions modificatives apportées respective-

---

(1) Quoique ce caractère transitoire ne soit pas expressément affirmé, mais résulte de la lecture, d'une part, de l'exposé des motifs et, d'autre part, de l'article 15 du projet qui supprime l'Institut de réescompte et de garantie et transfère ses missions au Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers et à la Banque nationale de Belgique.

ment à la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et à la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements et, enfin, les modifications à l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de réescompte et de garantie et à la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, pour terminer par les dispositions fixant vigueur.

3. Compte tenu de ces remarques, il est proposé de modifier l'ordre et l'intitulé des chapitres de la manière suivante :

"Chapitre premier - Dispositions préliminaires.

Chapitre II - Du Fonds de protection des dépôts et instruments financiers.

Chapitre III - Modifications à la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit.

Chapitre IV - Modifications à la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements.

Chapitre V - Suppression de l'Institut de réescompte et de garantie.

Chapitre VI - Dispositions abrogatoires, provisoires et transitoires (1).".

La numérotation des articles du projet de loi sera adaptée en conséquence. Pour la suite de l'examen du projet de loi, il est proposé de ne pas suivre l'ordre de présentation du projet, tel que soumis à l'avis du Conseil d'Etat mais le plan indiqué ci-dessus.

B. Intitulé et préambule

1. Afin que l'intitulé reflète la portée du texte en projet (2), il est proposé l'intitulé suivant :

"Projet de loi créant un Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers et réorganisant les systèmes de protection des dépôts et des instruments financiers.".

---

(1) Ce chapitre comprendrait les modifications que nécessite l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de réescompte et de garantie en attendant la dissolution de cet Institut, ainsi que les dispositions adaptant momentanément la terminologie contenue dans les dispositions définitives tant que cet Institut intervient en lieu et place du Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers.

(2) En effet, comme il a été souligné ci-dessus, la mention de l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 ne traduit que de manière indirecte - et transitoire - l'objectif poursuivi par le texte en projet.

2. L’avant-projet de loi doit prendre la forme d’un arrêté royal de présentation.

Il convient, dès lors, d’insérer avant le dispositif en projet les salutations d’usage et un préambule rédigés comme suit :

"Albert II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l’avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Notre Ministre des Finances est chargé de présenter en Notre nom à la Chambre des Représentants le projet de loi dont la teneur suit :".

3. L’avant-projet de loi sera également complété par le contreseing du ministre proposant.

C. Dispositif

Chapitre premier - Dispositions préliminaires (nouveau)

1. Dès lors qu’il est recouru au groupement d’articles dans des chapitres, il convient que toutes les

dispositions soient regroupées dans l'un ou l'autre chapitre. L'article 1er sera intégré dans un chapitre premier intitulé "Dispositions préliminaires".

2. L'article 15, alinéa 2, de la directive 97/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 mars 1997 relative aux systèmes d'indemnisation des investisseurs dispose que

> "lorsque les Etats membres adoptent les dispositions nécessaires pour se conformer à la directive, celles-ci contiennent une référence à la présente directive ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle ...".

Cette référence peut se faire dans l'intitulé, dans le préambule ou dans un article du dispositif. En l'espèce, un article pourrait être inséré à la suite de l'article 1er, qui serait rédigé comme suit :

"Art. 2 La présente loi transpose la directive 97/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 mars 1997 relative aux systèmes d'indemnisation des investisseurs.".

Chapitre II. Du Fonds de protection des dépôts et instruments financiers

Article 14 du projet
(devenant les articles 3 à 18 en projet)

Cette disposition dispose qu'un Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers est créé, organisé

et régi par une loi que cette disposition établit, loi constituée de seize articles numérotés de manière autonome.

Une telle manière de procéder n'est pas correcte du point de vue de la rédaction du texte.

En effet, d'une part, il est quelque peu illogique de prévoir qu'une disposition légale contienne une loi, la loi étant l'instrument par lequel le législateur adopte des dispositions impératives particulières; d'autre part, l'article 76, alinéa 1er, de la Constitution dispose qu'

> "un projet de loi ne peut être adopté par une Chambre qu'après avoir été voté article par article.".

En l'espèce, le vote se ferait formellement sur un seul article, en contradiction avec l'article 76 précité. Enfin, l'article 14 du projet constitue une redite des articles 1er et suivants en projet.

La phrase introductive et l'intitulé seront omis et la numérotation des articles 1er à 16 sera adaptée pour intégrer directement ces dispositions dans le chapitre II de la loi en projet.

Chapitre III - Modifications à la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit

Articles 16, 17 et 18 du projet
(devenant les articles 19, 20 et 21 en projet)

Les articles 17 et 18 du projet, contenus dans le chapitre VI, intitulé "Dispositions diverses - entrée en vigueur", abrogent ou modifient des dispositions de la loi du 22 mars 1993 précitée. Ils trouveraient mieux leur place dans le chapitre relatif aux modifications apportées à ce texte, dans la rédaction suivante, sous les articles 19 et 21, l'article 16 du projet devenant l'article 20, ceci, afin de respecter l'ordre de présentation des dispositions de la loi du 22 mars 1993 :

"Art. 19 Dans l'article 110 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, modifié par la loi du 23 décembre 1994, et dans les articles 110bis à 110sexies de la même loi, insérés par la loi du 23 décembre 1994, les mots "l'Institut de réescompte et de garantie" sont remplacés par les mots "le Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers" et les mots "l'Institut" sont remplacés par les mots "le Fonds"".

"Art. 20 Dans l'article 110bis de la même loi, inséré par la loi du 23 décembre 1994, les mots "Sauf dans les cas ... (la suite comme à l'article 16 du projet)"".

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

"Art. 21 L'article 110quinquies de la même loi, inséré par la loi du 23 décembre 1994, est abrogé.".

Chapitre IV - Modifications à la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements

Article 4 du projet
(devenant les articles 22 à 27 en projet)

L'article 4 du projet remplace le titre V du livre II de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements par de nouveaux articles 112 à 116.

1. Les dispositions en projet mentionnent encore "l'Institut de réescompte et de garantie". C'est l'article 18 du projet qui remplace ces mots par les mots "le Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers".

Il serait plus correct de procéder de manière inverse, c'est-à-dire d'introduire directement la terminologie définitive dans ces dispositions et de maintenir dans une disposition transitoire, la référence à "l'Institut de réescompte et de garantie".

Dans les articles 112 à 115 et 116bis en projet, il convient de remplacer les mots "l'Institut de réescompte et de garantie" par les mots "le Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers" et les mots "l'Institut" par les mots "le Fonds".

2. L'article 116 en projet est également introduit à titre transitoire, étant par ailleurs abrogé par l'article 18 du projet. Cette disposition trouverait mieux sa place dans le chapitre contenant les dispositions transitoires.

3. Ainsi qu'il a été rappelé supra, l'article 76, alinéa 1er, de la Constitution dispose qu'

> "un projet de loi ne peut être adopté par une Chambre qu'après avoir été voté article par article.".

En l'espèce, le vote se ferait formellement sur un seul article, en contradiction avec l'article 76 précité. Il convient de consacrer un article distinct à chaque article à modifier.

Les phrases liminaires de ces dispositions pourraient être rédigées comme suit :

"Art. 22 L'intitulé du titre V du livre II de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements est remplacé par l'intitulé "Des systèmes de protection des investisseurs"".

"Art. 23 L'article 112 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 1995 et par la loi du 20 mars 1996, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 112 ... (la suite comme au projet sous réserve de la remarque formulée sous le point 1)"".

"Art. 24 L'article 113 de la même loi, modifié par la loi du 20 mars 1996, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 113 ... (la suite comme au projet sous réserve de la remarque formulée sous le point 1)"".

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

"Art. 25 L'article 114 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 114 ... (la suite comme au projet sous réserve de la remarque formulée sous le point 1)"".

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

"Art. 26 L'article 115 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 1995, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 115 ... (la suite comme au projet sous réserve de la remarque formulée sous le point 1)"".

"Art. 27 L'article 116 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 116 ... (la suite comme à l'article 116bis en projet sous réserve de la remarque formulée sous le point 2)"".

Chapitre V - Suppression de l'Institut de réescompte et de garantie

L'article 15 du projet pourrait être inséré dans un chapitre intitulé "Suppression de l'Institut de réescompte et de garantie". Toutefois, la référence à la date

à laquelle la suppression intervient et à celles auxquelles les missions sont transférées à la Banque nationale de Belgique et au Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers concerne plus exactement l'entrée en vigueur de cette disposition et pourrait être reproduite dans la disposition fixant vigueur.

Cette disposition pourrait être rédigée comme suit :

"Art. 28, § 1er L'Institut de réescompte et de garantie est supprimé.

L'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de réescompte et de garantie, modifié par l'arrêté royal n° 67 du 30 novembre 1939, l'arrêté royal du 24 septembre 1940, les lois des 7 novembre 1952 et 6 juillet 1964, interprété par la loi du 16 mars 1982, et modifié par les lois des 14 mars 1983, 4 décembre 1990, 2 janvier 1991, 17 juin 1991 et 23 décembre 1994, est abrogé.

§ 2. Les missions légales de l'Institut de réescompte et de garantie sont transférées à la Banque nationale de Belgique.

Toutefois, les missions d'institution et de gestion des systèmes de protection des dépôts et des instruments financiers que l'Institut exerce à titre transitoire en application de l'article 29 de la présente loi sont transfé-

rées au Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers visé à l'article 3 de la présente loi.

Le Roi fixe par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres les modalités de ces transferts. Il peut, à cet effet, et jusqu'au 31 décembre 1999, abroger, compléter, modifier et remplacer toutes dispositions légales relatives à l'organisation, au fonctionnement, aux opérations, aux avoirs et engagements et au contrôle de l'Institut ou y déroger. Après l'expiration des pouvoirs ainsi attribués, les arrêtés pris en vertu de ces pouvoirs ne peuvent être abrogés, complétés, modifiés ou remplacés que par une loi.

Les droits et obligations de l'Institut de réescompte et de garantie relativement aux systèmes de protection des dépôts et des instruments financiers sont transférés de plein droit au Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers.".

Chapitre VI - Dispositions abrogatoires, provisoires et transitoires

Comme annoncé dans l'observation préalable, ce chapitre doit comprendre les modifications que nécessite l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de réescompte et de garantie en attendant la dissolution de cet Institut ainsi que celles adaptant momentanément la terminologie contenue dans les dispositions définitives tant que cet Institut intervient en lieu et place du Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers.

Il convient, toutefois, d'insérer une nouvelle disposition qui prévoit expressément l'intervention de l'Institut de réescompte et de garantie, à titre transitoire, en attendant que le Fonds puisse reprendre les missions de l'Institut en matière de protection des dépôts et des instruments financiers. Une telle disposition pourrait se substituer à l'article 5 du projet et serait rédigée comme suit :

"Art. 29 En attendant la mise en place du Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers visé à l'article 3, l'Institut de réescompte et de garantie, créé par l'article 1er de l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de réescompte et de garantie, peut instituer des systèmes de protection des dépôts et des instruments financiers et assurer la gestion de tels systèmes.

Pour l'application de l'alinéa précédent, il y a lieu de remplacer dans les articles 16 à 27, les mots "le Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers" par les mots "l'Institut de Réescompte et de Garantie" et les mots "le Fonds" par les mots "l'Institut"".

La disposition contenue dans l'article 4 du projet (article 116 en projet) et les modifications apportées à l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935, ainsi que celles apportées à la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, pourraient être insérées à la suite de cette disposition.

L'article 116 en projet deviendrait l'article 30.

Article 6 du projet
(devenant l'article 31)

Dans cette disposition, il convient de viser la modification apportée à l'article 3, alinéa 4, de l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de réescompte et de garantie, par les lois des 16 mars 1982 et 17 juin 1991. Il est proposé la rédaction suivante :

"Art. 31 A l'article 3, alinéa 4, de l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de réescompte et de garantie, modifié par les lois des 16 mars 1982 et 17 juin 1991, les mots "et ceux relevant du droit d'un Etat membre de la Communauté européenne, qui sont établis en Belgique" sont insérés après le mot "belge"".

L'article 7 deviendrait l'article 32.

Article 8 du projet
(devenant l'article 33)

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 9 du projet
(devenant l'article 34)

1. La phrase liminaire de cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 34 A l'article 7bis du même arrêté, inséré par la loi du 23 décembre 1994, sont apportées les modifications suivantes : ...".

2. Au paragraphe 1er en projet, il est proposé d'ajouter les mots "en application de l'article 29 de la loi créant un Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers et réorganisant les systèmes de protection des dépôts et des instruments financiers" entre les mots "dont il assume la gestion," et les mots "le comité de direction".

Les articles 10 et 11 du projet deviendraient les articles 35 et 36.

Article 12 du projet
(devenant l'article 37)

Dans la phrase liminaire de cette disposition, il convient de viser les seules modifications expresses et encore en vigueur qui ont été apportées à l'article 14, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935, à savoir la loi du 4 décembre 1990 et donc de supprimer les mots "par la loi du 30 juin 1975 et", la modification apportée par

cette loi étant devenue sans objet à la suite de celle apportée par la loi du 4 décembre 1990.

Le texte néerlandais de la disposition, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

L'article 13 du projet deviendrait l'article 38.

Articles 2 et 3 du projet
(devenant l'article 39)

L'article 2 du projet ne constitue pas à strictement parler une disposition modificative de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, mais bien une disposition qui règle les conséquences de la suppression de la Caisse d'intervention des sociétés de bourses, à la suite de l'abrogation des articles 60 et 62 de la loi du 4 décembre 1990.

L'article 3 prévoit, d'une part, l'abrogation des dispositions précitées et, d'autre part, les modalités d'entrée en vigueur de cette abrogation. Ce deuxième aspect doit être réglé dans les dispositions finales du projet.

Il serait plus correct de rédiger comme suit cette disposition :

"Art. 39 § 1er La Caisse d'intervention des sociétés de bourses créée par la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers est dissoute.

Sont abrogés, dans la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers :

1° l'article 60, § 1er;

2° l'article 62, modifié par les lois des 6 avril 1995 et 20 mars 1996.

Toutefois, l'article 62 reste d'application aux interventions de l'Institut en raison de défaillances survenues avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

§ 2. L'ensemble des droits et obligations de la Caisse d'intervention des sociétés de bourses est transféré de plein droit à l'Institut de réescompte et de garantie créé par l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de réescompte et de garantie et rattaché à la gestion du système de protection des instruments financiers institué et géré par cet Institut, en application de l'article 29 de la présente loi. Les engagements découlant du transfert des obligations de la Caisse d'intervention à l'Institut ne grèvent pas le patrimoine propre de celui-ci .

Le Roi règle, s'il y a lieu, le mode de liquidation et fixe la date de clôture de celle-ci.".

Chapitre VII - Dispositions finales

L'article 19 du projet, qui devient l'article 40, doit être complété pour autoriser le Roi à fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, l'entrée en vigueur des articles 28 et 39. Il est proposé la rédaction suivante :

"Art. 40 Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la date d'entrée en vigueur respective des articles 28 et 39. Pour l'article 28, le 1er janvier 1999 est la date ultime d'entrée en vigueur.

Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur respective des chapitres II et IV au plus tard le ...".

Il ne faut pas perdre de vue la date d'entrée en vigueur de la directive qui est fixée au 26 août 1998.

I. Algemene opmerking

De Minister van Financiën heeft het advies van 17 maart 1998 van het Europees Monetair Instituut betreffende het voorontwerp van wet bij brief van 25 maart 1998 ter kennis gebracht van de Raad van State. Dat advies, inzonderheid het volgende punt, moet in de memorie van toelichting worden opgenomen :

> "The only question relevant for the present consultation from the EMI's point of view is whether it is compatible with the Bank's future ESCB-related tasks that the National Bank of Belgium would manage the Protection Fund for Bank Deposits and Financial instruments. In this connection, Article 14.4 of the Statute of the ESCB/ECB is relevant, and states that national central banks may perform functions other than those specified in that Statute unless the Governing Council of the ECB finds, by a majority of two-thirds of the votes cast, that these interfere with the objectives and tasks of the ESCB. The EMI reviewed the future tasks of the Protection Fund on the basis of the draft law and the 1996 Annual Report of the Discount and Guarantee Institute. The EMI understands that the Bank will collect contributions to the Fund from market participants in the financial sector, manage these funds and, where appropriate, distribute funds to holders of bank deposits and/or investors in financial instruments if institutions with which they hold such deposits and/or instruments become insolvent. In accounting terms, all these activities remain in the accounts of the Fund and will not be reflected in the accounts of the National Bank of Belgium, which is expected only to receive a fee for its management services.
>
> The EMI understands that it is possible that the Fund's balances might be held on an account with the National Bank of Belgium. While it is expected that the Fund's balances will always be in credit, the EMI understands that lending (if any) to the Fund will be based on adequate collateral.

With a view to the above, and without prejudice to the ECB Governing Council's views in this respect, the EMI does not anticipate that the tasks of the National Bank of Belgium, insofar as they do not entail the use of the Bank's funds, would interfere with the objectives and tasks of the ESCB and would thus be prohibited under Article 14.4 of the ESCB/ECB Statute.".

Op de vraag welke strekking de stellers van het voorontwerp van wet aan het voormelde advies geven, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord :

"L'avis de l'IME se limite à examiner si les tâches que la BNB pourrait exercer pour le Fonds, seraient compatibles avec les activités que la Banque effectuera dans le cadre du SEBC et l'Institut parvient à la conclusion qu'il n'y aura normalement pas d'incompatibilité, surtout si ces activités n'entraînent pas l'utilisation d'actifs qui appartiennent à la BNB.

On peut en déduire qu'il n'y a pas d'objection de l'IME pour que le projet de loi en question soit voté tel quel. Le Conseil des Gouverneurs devra toutefois encore se prononcer par après sur le fait de savoir si le système de collaboration effectif qui serait mis en place entre la BNB et le Fonds, sera en tous points compatible avec l'activité de la Banque dans le cadre du SEBC. Ceci pourrait éventuellement poser des problèmes si la Banque mettait, dans le cadre de sa collaboration, des liquidités à la disposition du Fonds; il n'y aura pas de problème puisque, même si à un certain moment une avance de fonds de la Banque était nécessaire, il s'agirait de montants tout à fait négligeables qui ne pourraient aucunement entamer sa liquidité, qui est nécessaire pour remplir ses missions dans le cadre du SEBC.".

De Raad van State vindt in de tekst van het ontwerp nergens terug dat de Nationale Bank voorschotten zal verstrekken en dat die voorschotten worden beperkt.

De tekst moet in die zin worden aangevuld.

De garanties moeten hoe dan ook in het dispositief worden vermeld en niet in de uitleg die aan de Raad van State wordt verschaft.

In verband met artikel 14 van het ontwerp (het ontworpen artikel 9 van het voorontwerp waarbij een Beschermingsfonds voor deposito's en financiële instrumenten wordt opgericht) moet in de memorie van toelichting bovendien worden aangegeven waarom er geen belangenconflict bestaat als de Nationale Bank het dagelijks bestuur van het Beschermingsfonds voor deposito's en financiële instrumenten, afgekort als "F.I.F.", op zich neemt.

II. Bijzondere opmerkingen

Artikel 4 van het ontwerp

Ontworpen artikel 112

De laatste zin van het eerste lid zou beter als volgt worden gesteld :

"Voor bepaalde categorieën van kredietinstellingen of beleggingsondernemingen kunnen regelingen voor de bescherming van beleggers worden ingevoerd.".

Ontworpen artikel 113

Artikel 113, § 1, tweede lid, bepaalt dat de Commissie voor het Bank- en Financiewezen de terugbetalings- of schadevergoedingstermijnen kan verlengen. Volgens de uitleg die de gemachtigde van de minister aan de Raad van State heeft verstrekt, is de meervoudsvorm "termijnen" gebruikt om de Commissie voor het bank- en financiewezen, afgekort als CBF, de mogelijkheid te bieden verscheidene verlengingen toe te staan. In het dispositief moet duidelijk worden bepaald of die termijnen in totaal met meer dan drie maanden kunnen worden verlengd.

Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te stellen :

"Het Instituut zorgt voor de in artikel 112 bedoelde terugbetaling of schadevergoeding binnen drie maanden nadat de vordering van de belegger in aanmerking is genomen en het bedrag van die vordering is vastgesteld. De Commissie voor het Bank- en Financiewezen kan beslissen een verlenging toe te staan ... . Die verlenging mag alleen worden toegestaan ... (voorts zoals in het ontwerp).".

Teneinde overeenstemming tot stand te brengen met de Nederlandse tekst is het beter de Franse versie van paragraaf 2, tweede lid, als volgt te stellen :

"L'indemnisation des investisseurs comprend, à concurrence ..." in plaats van "L'indemnisation des investisseurs doit prévoir, à concurrence ...".

In de Nederlandse tekst van hetzelfde lid schrijve men : "De schadeloosstelling van beleggers houdt de terug-betaling in, ten belope van ...".

Ontworpen artikel 114

Teneinde overeenstemming tot stand te brengen met de Nederlandse tekst, is het beter de Franse versie van het derde lid, laatste zin, als volgt te stellen :

"Les investisseurs sont informés par la succursale, ou, à défaut, par la Commission bancaire et financière, de la cessation de la couverture.".

Er wordt op gewezen dat de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 114 maar twee leden bevat, tegenover die in de Franse versie.

Artikel 5 van het ontwerp

In het nieuwe tweede lid is het beter te schrijven :

"Het Instituut mag beschermingsregelingen voor deposito’s en financiële instrumenten opzetten en zodanige regelingen beheren.".

Artikel 14 van het ontwerp

Ontworpen artikel 1

1. In het tweede lid is het beter te schrijven :

"Dit Fonds heeft de vaststelling en het beheer tot doel van ..." in plaats van "Dit Fonds heeft de oprichting of het beheer tot doel van ...".

Hoewel in de tekst verwezen wordt naar de artikelen 112 en volgende van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs, is het verkieselijk om in de tekst te preciseren dat het Fonds de bijdragen bepaalt die de instellingen die aan de beschermingsregeling deelnemen, moeten betalen.

2. Het tweede lid van het ontworpen artikel 3 moet het vierde lid van het ontworpen artikel 1 worden, luidende :

"Dat doel wordt als een handelsdoeleinde beschouwd.".

3. Voor het overige wordt verwezen naar de opmerking onder het ontworpen artikel 13.

Ontworpen artikel 4

1. Deze bepaling luidt als volgt :

"Aan het Fonds wordt een kapitaaldotatie verstrekt van 5 miljoen frank die wordt onttrokken aan het aandeel van de reserves van het Herdiscontering- en Waarborginstituut die aan de Staat en aan de privé-instellingen toekomen bij de vereffening van dit Instituut.".

De gemachtigde van de minister heeft de betekenis van deze bepaling als volgt toegelicht :

"Le F.I.F. sera un établissement public et donc le secteur privé ne sera pas "actionnaire" du fonds. Les représentants des secteurs concernés (banques, sociétés de bourses, ...) ont marqué leur accord sur cette formule.".

Als dat zo is, moet de afhouding van een deel van de dotatie van het FIF van het aandeel van de reserves van het Herdiscontering- en Waarborginstituut "die aan de privé-instellingen toekomen", zoals in het ontwerp is bepaald, met bijzondere redenen worden omkleed of zelfs vervallen.

2. Het is beter het woord "reserves" te vervangen door de woorden "eigen vermogen".

Ontworpen artikel 5

In het tweede lid kan beter worden geschreven :

"... voor elke, in het eerste lid vermelde categorie van leden" in plaats van "... voor elke in het eerste lid vermelde geleding.".

Ontworpen artikel 7

1. Het is beter het eerste lid als volgt te stellen :

"Besluiten van het Comité worden genomen bij meerderheid van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.".

2. De inleidende zin van het tweede lid zou beter als volgt worden gesteld :

"Met een meerderheid van ten minste drie vierde van de stemmen van de aanwezige leden worden evenwel genomen besluiten in verband met : ... (voorts zoals in het ontwerp), met dien verstande dat in onderdeel 1° "het in gebreke blijven" moet worden geschreven i.p.v. "deficiëntie.".

3. In het tweede lid, 2°, van het ontwerp worden alleen de aanvullende bijdragen vermeld. Van basisbijdragen is geen sprake. Het zou beter zijn te preciseren met welke meerderheid die bijdragen moeten worden vastgesteld.

Ontworpen artikel 8

De gemachtigde van de minister is verzocht om voorbeelden van voorgenomen bevoegdheidsdelegaties te geven. Naar aanleiding daarvan heeft hij ten aanzien van de bepaling, die reeds in de huidige wet staat, het volgende opgemerkt :

> "(la disposition) a permis, par exemple, de déléguer au directeur de l'I.R.G. l'exécution de la politique de placement des fonds gérés par cet organisme ou les modalités pratiques des interventions en cas de faillite bancaire.".

In de memorie van toelichting moet nog worden gerechtvaardigd waarom bevoegdheden kunnen worden gedelegeerd aan "andere personen" dan leden van het Bestuurscomité of ambtenaren van het Fonds.

Voor de overeenstemming met de Nederlandse tekst is het beter te schrijven :

"Le Comité de direction peut consentir à ses membres ou à des agents du Fonds ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Ontworpen artikel 11

In het tweede lid is het beter te schrijven :

"... voor het bezorgen van gegevens aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen en aan de instellingen die

beschermingsregelingen voor deposito's of financiële instrumenten van andere staten beheren, ... (voorts zoals in het ontwerp).".

Ontworpen artikel 13

De Raad van State stelt voor paragraaf 2 te laten vervallen en het ontworpen artikel 1 als volgt aan te vullen : "Uit fiscaal oogpunt valt het Fonds onder de rechtspersonenbelasting.".

Ontworpen artikel 14

Als het de bedoeling van de stellers van het ontwerp is dat de basisbijdragen in het reglement worden vastgesteld, moet de tekst worden herzien op basis van artikel 113, § 2, van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggings-adviseurs.

In dat geval behoort een tweede lid te worden toegevoegd, luidende :

"Dit reglement bevat inzonderheid ...".

Ontworpen artikel 15

De tweede zin lijkt ongeschikt : de belegging kan alleen betrekking hebben op liquide middelen.

Daarom moet worden gepreciseerd dat de liquide middelen, met uitzondering van die welke noodzakelijk zijn voor het dagelijks bestuur, worden belegd op een manier die nog moet worden bepaald.

Artikel 15 van het ontwerp

1. In het tweede lid van dit artikel wordt verwezen naar de "andere" wettelijke taken van het Her-discontering- en Waarborginstituut die aan de Nationale Bank worden overgedragen. In de commentaar op artikel 15 zou een overzicht daarvan moeten worden gegeven.

2. In het derde lid is het beter te schrijven :

"Zijn taken inzake vaststelling en beheer van beschermingsregelingen" in plaats van "Zijn opdrachten voor het oprichten of het beheer van beschermingsregelingen.".

3. Op het einde van de tweede zin van het vierde lid wordt bepaald dat de Koning van een aantal wets-voorschriften kan afwijken. Als de stellers van het ontwerp een algemene afwijking voor ogen hebben, is die zin overbodig en moet hij dus vervallen. Gaat het daarentegen om een bijzondere afwijking, dan moet die in de memorie van toelichting met bijzondere redenen worden omkleed.

4. In het vijfde lid hebben volgens de uitleg van de gemachtigde van de minister de woorden "rechten en verplichtingen" effectief betrekking op het storten van beschermingsfondsen aan het FIF door het Herdiscontering- en Waarborginstituut.

III. Structuur van de tekst

A. Voorafgaande opmerking

1. Een tekst die tegelijkertijd op zichzelf staande bepalingen en wijzigingsbepalingen bevat, moet in principe als volgt worden ingericht : eerst de op zichzelf staande bepalingen, vervolgens de wijzigingsbepalingen in chronologische volgorde, te beginnen met de oudste te wijzigen regelgeving, en ten slotte de overgangsbepalingen.

In de ontworpen tekst wordt die structuur niet gevolgd. Niet alleen wordt er geen chronologische volgorde in gehanteerd, maar er is ook geen samenhang waardoor gemakkelijker een onderscheid gemaakt zou kunnen worden tussen enerzijds de fundamentele bepalingen die het eigenlijke onderwerp uitmaken van de hervorming waartoe het wetsontwerp strekt en die vervat zijn in de hoofdstukken II en IV van het wetsontwerp, en anderzijds de wijzigingsbepalingen die nodig zijn als gevolg van de hervorming van de beschermingsregeling voor deposito’s en financiële instrumenten (hoofdstuk IV en de artikelen 17 en 18) en de bepalingen die een overgangsregeling vormen (vervat in hoofdstuk I en III van het wetsontwerp).

Hoofdstuk II wijzigt immers de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs, om ten aanzien van beleggingsondernemingen (beursvennootschappen en vennootschappen voor vermogensbeheer) - en met toepassing van richtlijn 97/9/EG van 3 maart 1997 inzake de beleggerscompensatiestelsels - soortgelijke bepalingen op te stellen als die welke met toepassing van de artikelen 110 en volgende van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen thans gelden in het kader van de beschermingsregeling voor deposito's.

In hoofdstuk IV wordt een Beschermingsfonds voor deposito's en financiële instrumenten opgericht, een "lichte structuur" die bepaalde bevoegdheden moet overnemen die zijn toegewezen aan het Herdiscontering- en Waarborginstituut, nadat dit instituut tegen eind 1999 ontbonden zal zijn.

Hoofdstuk V van het wetsontwerp voor het overige is niet meer dan een technische aanpassing van de geldende tekst.

In hoofdstuk III, ten slotte, wordt koninklijk besluit nr. 175 van 13 juni 1935 houdende instelling van een Herdiscontering- en Waarborginstituut gewijzigd, opdat dat

orgaan - bij wijze van overgangsregeling (1) - beschermingsregelingen voor deposito's en financiële instrumenten kan vaststellen en beheren, in afwachting van de oprichting van het Beschermingsfonds voor deposito's en financiële instrumenten, en in hoofdstuk I wordt het Interventiefonds van de beursvennootschappen afgeschaft en worden de rechten en verplichtingen hiervan overgedragen aan het Herdiscontering- en Waarborginstituut.

2. Voor een beter begrip van de tekst behoort een duidelijk onderscheid te worden gemaakt tussen de definitieve bepalingen, die van toepassing zijn zodra het Beschermingsfonds voor deposito's en financiële instrumenten is ingesteld - de afschaffing van het Herdiscontering- en Waarborginstituut daaronder begrepen - en de opheffingsbepalingen, de voorlopige bepalingen en de overgangsbepalingen, die betrekking hebben op de taken die tijdelijk door het Herdiscontering- en Waarborginstituut worden uitgevoerd.

Laatstgenoemde bepalingen, die in de ontworpen tekst opgenomen zijn als de artikelen 2, 3, 5 tot 13 en 15, behoren aan het einde van het ontwerp te worden samengebracht.

---

(1) Dat het hier om een overgangsregeling gaat wordt weliswaar niet met zoveel woorden gezegd, maar blijkt enerzijds uit de memorie van toelichting en anderzijds uit artikel 15 van het ontwerp, waarbij het Herdiscontering- en Waarborginstituut wordt afgeschaft en de taken hiervan worden overgedragen aan het Beschermingsfonds voor deposito's en financiële instrumenten en aan de Nationale Bank van België.

Voorgesteld wordt eerst de nieuwe en op zich staande bepalingen te vermelden waarbij het Beschermingsfonds voor deposito's en financiële instrumenten wordt opgericht, vervolgens de bepalingen waarbij respectievelijk wijzigingen worden aangebracht in de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen en in de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs, en ten slotte, de wijzigingen die worden aangebracht in het koninklijk besluit nr. 175 van 13 juni 1935 houdende instelling van een Herdiscontering- en Waarborginstituut en in de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten. Helemaal aan het slot zouden de bepalingen betreffende de inwerkingtreding komen.

3. Gelet op deze opmerkingen wordt voorgesteld de volgorde en het opschrift van de hoofdstukken als volgt te wijzigen :

"Hoofdstuk I - Voorafgaande bepalingen

Hoofdstuk II - Het Beschermingsfonds voor deposito's en financiële instrumenten

Hoofdstuk III - Wijzigingen van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen

Hoofdstuk IV - Wijzigingen van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs

Hoofdstuk V - Afschaffing van het Herdiscontering- en Waarborginstituut

Hoofdstuk VI - Opheffingsbepalingen, voorlopige bepalingen en overgangsbepalingen (1).".

De artikelen van het wetsontwerp moeten dienovereenkomstig worden vernummerd. Voor het verdere onderzoek van het wetsontwerp wordt voorgesteld niet de ordening te volgen van het ontwerp zoals dat om advies aan de Raad van State is voorgelegd, maar de indeling die hierboven is gegeven.

---

(1) Dit hoofdstuk zou de wijzigingen omvatten die aangebracht moeten worden in het koninklijk besluit nr. 175 van 13 juni 1935 houdende instelling van een Herdiscontering- en Waarborginstituut, in afwachting dat dit instituut ontbonden wordt, alsook de bepalingen die de terminologie gebruikt in de definitieve bepalingen tijdelijk aanpassen, zolang dit instituut in plaats van het Beschermingsfonds voor deposito's en financiële instrumenten optreedt.

B. Opschrift en aanhef

1. Voor het opschrift, dat de strekking van de ontworpen tekst moet weergeven (1), wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Wetsontwerp tot oprichting van een Beschermingsfonds voor deposito’s en financiële instrumenten en tot reorganisatie van de beschermingsregelingen voor deposito’s en financiële instrumenten.".

2. Het voorontwerp van wet moet de vorm krijgen van een koninklijk indieningsbesluit.

Bijgevolg moeten vóór het ontworpen dispositief de gebruikelijke begroeting en een aanhef worden ingevoegd, luidende :

"Albert II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

---

(1) Zoals hierboven is opgemerkt, wordt door het vermelden van het koninklijk besluit nr. 175 van 13 juni 1935 het doel van de ontworpen tekst namelijk slechts onrechtstreeks en bij wijze van overgangsregeling weergegeven.

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Onze Minister van Financiën is gelast in Onze naam bij de Kamer van volksvertegenwoordigers het ontwerp van wet in te dienen waarvan de tekst hierna volgt :".

3. Het voorontwerp van wet moet ook worden aangevuld met de handtekening van de voordragende minister.

C. Bepalend gedeelte

Hoofdstuk I - Voorafgaande bepalingen (nieuw)

1. Aangezien gewerkt wordt met samenbrenging van artikelen in hoofdstukken, moeten alle bepalingen in één of ander hoofdstuk worden samengebracht. Artikel 1 moet opgenomen worden in een hoofdstuk I, met als opschrift "Voorafgaande bepalingen".

2. Artikel 15, tweede alinea, van richtlijn 97/9/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 3 maart 1997 inzake de beleggerscompensatiestelsels bepaalt dat

> "wanneer de lidstaten de nodige bepalingen aannemen om aan deze richtlijn te voldoen, (...) in die bepalingen naar de onderhavige richtlijn verwezen (wordt) of (...) hiernaar verwezen (wordt) bij de officiële bekendmaking van die bepalingen ...".

Die verwijzing kan zowel in het opschrift, in de aanhef als in een artikel van het dispositief geschieden. In het onderhavige geval zou na artikel 1 een artikel kunnen worden ingevoegd, luidende :

"Art. 2 Bij deze wet wordt richtlijn 97/9/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 3 maart 1997 inzake de beleggerscompensatiestelsels" omgezet.".

Hoofdstuk II - Beschermingsfonds voor deposito's en financiële instrumenten

Artikel 14 van het ontwerp
(dat de ontworpen artikelen 3 tot 18 wordt)

In deze bepaling staat dat een Beschermingsfonds voor deposito's en financiële instrumenten wordt opgericht, georganiseerd en geregeld bij een wet die in deze bepaling wordt vastgesteld, een wet die uit 16 artikelen bestaat, die los van de rest van het ontwerp genummerd worden.

Zulk een werkwijze is niet deugdelijk wanneer het erom gaat een regeling op te stellen.

Immers, enerzijds is het enigszins onlogisch voor te schrijven dat een wetsbepaling een wet bevat, aangezien een wet het middel is waarmee de wetgever specifieke dwingende bepalingen aanneemt; anderzijds bepaalt artikel 76, eerste lid, van de Grondwet dat

"een wetsontwerp (eerst) door een Kamer (kan) worden aangenomen nadat daarover artikelsgewijs is gestemd.".

In het onderhavige geval zou er naar de vorm slechts over één artikel worden gestemd, wat in strijd is met het genoemde artikel 76. Artikel 14 van het ontwerp ten slotte is een nodeloze herhaling van de ontworpen artikelen 1 en volgende.

De inleidende zin en het opschrift moeten vervallen en de artikelen 1 tot 16 worden vernummerd om die bepalingen rechtstreeks op te nemen in hoofdstuk II van de ontworpen wet.

Hoofdstuk III - Wijzigingen van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen

Artikelen 16, 17 en 18 van het ontwerp
(die de ontworpen artikelen 19, 20 en 21 worden)

Bij de artikelen 17 en 18 van het ontwerp, vervat in hoofdstuk VI, met als opschrift "Diverse bepalingen - inwerkingtreding" worden bepalingen van de genoemde wet van 22 maart 1993 opgeheven of gewijzigd. Het zou beter zijn

deze artikelen als de artikelen 19 en 21 in de hiernavolgende redactie op te nemen in het hoofdstuk over de wijzigingen die in die tekst worden aangebracht, waarbij artikel 16 van het ontwerp artikel 20 wordt, een en ander om de volgorde van de bepalingen van de wet van 22 maart 1993 te eerbiedigen :

"Art. 19 In artikel 110 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, gewijzigd bij de wet van 23 december 1994, en in de artikelen 110bis tot 110sexies van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 23 december 1994, worden de woorden "Herdiscontering- en Waarborginstituut" vervangen door de woorden "Beschermingsfonds voor deposito's en financiële instrumenten" en de woorden "het Instituut" door de woorden "het Fonds"".

"Art. 20 In artikel 110bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 23 december 1994, worden de woorden "Behalve in de gevallen waarin (voorts zoals in artikel 16 van het ontwerp, met dien verstande dat aan het slot geschreven zou moeten worden : "Behalve in de gevallen waarin het faillissement is uitgesproken of een procedure voor een gerechtelijk akkoord is ingesteld"".

"Art. 21 Artikel 110quinquies van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van december 1994, wordt opgeheven.".

Hoofdstuk IV - Wijzigingen van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs

Artikel 4 van het ontwerp
(dat de ontworpen artikelen 22 tot 27 wordt)

Bij artikel 4 van het ontwerp wordt titel V van boek II van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs vervangen door nieuwe artikelen 112 tot 116.

1. In de ontworpen bepalingen staat nog steeds "het Herdiscontering- en Waarborginstituut". Deze woorden worden pas in artikel 18 van het ontwerp vervangen door de woorden "het Beschermingsfonds voor deposito’s en financiële instrumenten".

Het zou juister zijn omgekeerd te werken, dat wil zeggen meteen de definitieve terminologie in te voeren in die bepalingen en de verwijzing naar "het Herdiscontering- en Waarborginstituut" te behouden in een overgangsbepaling.

In de ontworpen artikelen 112 tot 115 en 116bis dienen de woorden "het Herdiscontering- en Waarborginstituut" vervangen te worden door de woorden "het Beschermingsfonds voor deposito’s en financiële instrumenten" en de woorden "het Instituut" door de woorden "het Fonds".

2. Het ontworpen artikel 116 is ook opgenomen als overgangsbepaling en wordt overigens opgeheven door artikel 18 van het ontwerp. Het zou beter zijn die bepaling op te nemen in het hoofdstuk dat de overgangsbepalingen bevat.

3. Zoals hierboven is opgemerkt, bepaalt artikel 76, eerste lid, van de Grondwet dat

> "een wetsontwerp (eerst) door een Kamer (kan) worden aangenomen nadat daarover artikelsgewijs is gestemd.".

In het onderhavige geval zou naar de vorm slechts over één artikel worden gestemd, wat in strijd is met het genoemde artikel 76. Aan ieder artikel dat gewijzigd moet worden, behoort een afzonderlijk artikel te worden gewijd.

De inleidende zinnen van deze bepalingen zouden als volgt gesteld kunnen worden :

"Art. 22 Het opschrift van titel V van boek II van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs wordt vervangen door het opschrift "Beschermingsregelingen voor beleggers"".

"Art. 23 Artikel 112 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 1995 en bij de wet van 20 maart 1996, wordt vervangen als volgt :

"Art. 112 ... (voorts zoals in het ontwerp, onder voorbehoud van de opmerking gemaakt in punt 1 en met dien verstande dat in het eerste lid "aangewezen" moet worden geschreven in plaats van "aangeduide", in het tweede lid "europeesrechtelijke" in plaats van "Europeesrechtelijke" en in het derde lid het lidwoord "de" moet vervallen vóór het woord "bijkantoren"".

"Art. 24 Artikel 113 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 maart 1996 wordt vervangen als volgt :

"Art. 113 ... (voorts zoals in het ontwerp, onder voorbehoud van de opmerking gemaakt in punt 1)"".

"Art. 25 Artikel 114 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

"Art. 114 ... (voorts zoals in het ontwerp, onder voorbehoud van de opmerking gemaakt in punt 1 en met dien verstande dat in het eerste lid het woord "schikkingen" vervangen zou moeten worden door de woorden "treft de nodige voorzieningen" en in het tweede lid "waaronder het bijkantoor ressorteert" en niet "waarvan het bijkantoor afhangt"".

"Art. 26 Artikel 115 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 1995, wordt vervangen als volgt :

"Art. 115 ... (voorts zoals in het ontwerp, onder voorbehoud van de opmerking gemaakt in punt 1)"".

"Art. 27 Artikel 116 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

"Art. 116 ... (voorts zoals in het ontworpen artikel 116bis, onder voorbehoud van de opmerking gemaakt in punt 2)"".

Hoofdstuk V - Afschaffing van het Herdiscontering- en Waarborginstituut

Artikel 15 van het ontwerp zou opgenomen kunnen worden in een hoofdstuk met als opschrift "Afschaffing van het Herdiscontering- en Waarborginstituut". De verwijzing naar de datum waarop het instituut wordt afgeschaft en naar de data waarop de taken worden overgedragen aan de Nationale Bank van België en aan het Beschermingsfonds voor deposito's en financiële instrumenten, heeft echter veeleer betrekking op de inwerkingtreding van die bepaling en zou opgenomen kunnen worden in de bepaling waarbij de inwerkingtreding wordt vastgesteld.

Die bepaling zou als volgt kunnen luiden :

"Art. 28, § 1 Het Herdiscontering- en Waarborginstituut wordt afgeschaft.

Het koninklijk besluit nr. 175 van 13 juni 1935 houdende instelling van een Herdiscontering- en Waarborg-instituut, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 67 van 30 november 1939, het koninklijk besluit van 24 september 1940, de wetten van 7 november 1952 en 6 juli 1964,

uitgelegd bij de wet van 16 maart 1982, en gewijzigd bij de wetten van 14 maart 1983, 4 december 1990, 2 januari 1991, 17 juni 1991 en 23 december 1994, wordt opgeheven.

§ 2. De wettelijke taken van het Herdiscontering- en Waarborginstituut worden overgedragen aan de Nationale Bank van België.

Het vaststellen en beheren van beschermingsregelingen voor deposito's en financiële instrumenten, welke taken met toepassing van artikel 29 van deze wet in een overgangsfase door het Instituut worden vervuld, worden echter overgedragen aan het Beschermingsfonds voor deposito's en financiële instrumenten genoemd in artikel 3 van deze wet.

De Koning stelt bij een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit de wijze vast waarop die overdrachten geschieden. Daartoe kan Hij tot 31 december 1999 alle wetsbepalingen betreffende de organisatie, de werkwijze, de verrichtingen, de tegoeden en de verbintenissen van het Instituut en het toezicht hierop opheffen, aanvullen, wijzigen en vervangen, of daarvan afwijken. Nadat de aldus verleende bevoegdheden vervallen zijn, kunnen de besluiten die krachtens die bevoegdheden zijn uitgevaardigd alleen bij de wet worden opgeheven, aangevuld, gewijzigd of vervangen.

De rechten en verplichtingen van het Herdiscontering- en Waarborginstituut in verband met beschermingsregelingen voor deposito's en financiële instrumenten, worden van rechtswege overgedragen aan het Beschermingsfonds voor deposito's en financiële instrumenten.".

Hoofdstuk VI - Opheffingsbepalingen, voorlopige bepalingen en overgangsbepalingen

Zoals in de voorafgaande opmerking wordt aangegeven, moet dit hoofdstuk de wijzigingen bevatten die moeten worden aangebracht in het koninklijk besluit nr. 175 van 13 juni 1935 houdende instelling van een Herdiscontering- en Waarborginstituut in afwachting dat dit Instituut ontbonden wordt, alsook de wijzigingen die de terminologie van de definitieve bepalingen tijdelijk aanpassen tot het Beschermingsfonds voor deposito's en financiële instrumenten de rol van het Instituut overneemt.

Er behoort evenwel een nieuwe bepaling te worden ingevoegd waarin uitdrukkelijk wordt bepaald dat het Herdiscontering- en Waarborginstituut bij wijze van overgangsmaatregel in de plaats treedt van het Beschermingsfonds tot dat Fonds de taken van het Instituut inzake bescherming van deposito's en financiële instrumenten kan overnemen. Zulk een bepaling zou artikel 5 van het ontwerp kunnen vervangen en als volgt luiden :

"Art. 29 In afwachting van de installatie van het in artikel 3 genoemde Beschermingsfonds voor deposito's en financiële instrumenten kan het Herdiscontering- en Waarborgfonds, opgericht bij artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 175 van 13 juni 1935 houdende instelling van een Herdiscontering- en Waarborginstituut, regelingen voor de bescherming van deposito's en financiële instrumenten vaststellen en beheren.

.../...

Voor de toepassing van het vorige lid moeten in de artikelen 16 tot 27 de woorden "het Beschermingsfonds voor deposito's en financiële instrumenten" worden vervangen door de woorden "het Herdiscontering- en Waarborgfonds" en de woorden "het Fonds" door de woorden "het Instituut"".

De bepaling in artikel 4 van het ontwerp (ontworpen artikel 116) en de wijzigingen in het koninklijk besluit nr. 175 van 13 juni 1935, alsook de wijzigingen in de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, kunnen na die bepaling worden ingevoegd.

Het ontworpen artikel 116 wordt artikel 30.

Artikel 6 van het ontwerp
(dat artikel 31 wordt)

In deze bepaling behoort te worden verwezen naar de wijziging die bij de wetten van 16 maart 1982 en 17 juni 1991 is aangebracht in artikel 3, vierde lid, van het koninklijk besluit nr. 175 van 13 juni 1935 houdende instelling van een Herdiscontering- en Waarborginstituut. De volgende lezing wordt voorgesteld :

"Art. 31 In artikel 3, vierde lid, van het koninklijk besluit nr. 175 van 13 juni 1935 houdende instelling van een Herdiscontering- en Waarborginstituut, gewijzigd bij de wetten van 16 maart 1982 en 17 juni 1991, worden na het woord "recht" de woorden "en de kredietinstellingen die onder het rechtsstelsel van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschap vallen en in België gevestigd zijn" ingevoegd".

Artikel 7 van het ontwerp wordt artikel 32.

Artikel 8 van het ontwerp
(dat artikel 33 wordt)

De woorden "staan in", die betekenen "verantwoordelijkheid dragen voor", zouden vervangen moeten worden door "zorgen voor".

Artikel 9 van het ontwerp
(dat artikel 34 wordt)

1. De inleidende zin van deze bepaling zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. 34 Artikel 7bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij de wet van 23 december 1994, wordt gewijzigd als volgt : ...".

2. Voorgesteld wordt om in de ontworpen paragraaf 1, tussen het woord "beheert," en het woord "wordt" de volgende woorden in te voegen : "met toepassing van artikel 29 van de wet tot oprichting van een Beschermingsfonds voor deposito's en financiële instrumenten en tot reorganisatie van de beschermingsregelingen voor deposito's en financiële instrumenten".

De artikelen 10 en 11 van het ontwerp worden de artikelen 35 en 36.

Artikel 12 van het ontwerp
(dat artikel 37 wordt)

In de inleidende zin van deze bepaling behoort alleen te worden verwezen naar de uitdrukkelijke en nog geldende wijzigingen van artikel 14, tweede lid, van het koninklijk besluit nr. 175 van 13 juni 1935, namelijk de wet van 4 december 1990. De woorden "bij de wet van 30 juni 1975 en" behoren dus te vervallen, aangezien de wijziging die bij die wet is aangebracht doelloos is geworden ten gevolge van de wijziging die bij de wet van 4 december 1990 is aangebracht.

In de ontworpen bepaling schrijve men :

"... de terugbetalingen verschuldigd aan de Staat ten gevolge van ..." in plaats van "... de terugbetalingen aan de Staat ingevolge ...".

Artikel 13 van het ontwerp wordt artikel 38.

Artikelen 2 en 3 van het ontwerp
(die artikel 39 worden)

Strikt genomen is artikel 2 van het ontwerp geen bepaling tot wijziging van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, maar regelt dit artikel de gevolgen van de afschaffing van het Interventiefonds van de beursvennootschappen naar aanleiding van de opheffing van de artikelen 60 en 62 van de wet van 4 december 1990.

Artikel 3 bepaalt enerzijds dat de voormelde bepalingen worden opgeheven. Anderzijds bevat dit artikel de nadere regels betreffende de inwerkingtreding van die opheffing. Dit tweede aspect moet in de slotbepalingen van het ontwerp worden geregeld.

Het zou juister zijn die bepaling als volgt te stellen :

"Art. 39 § 1. Het Interventiefonds van de beursvennootschappen, opgericht bij de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, wordt ontbonden.

In de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten worden opgeheven :

1° artikel 60, § 1;

2° artikel 62, gewijzigd bij de wetten van 6 april 1995 en 20 maart 1996.

Artikel 62 evenwel blijft van toepassing op tegemoetkomingen van het Instituut wegens gevallen van in gebreke blijven die zich vóór de inwerkingtreding van deze wet hebben voorgedaan.

§ 2. Alle rechten en verplichtingen van het Interventiefonds van de beursvennootschappen worden van rechtswege overgedragen aan het Herdiscontering- en Waarborginstituut, opgericht bij het koninklijk besluit nr. 175 van 13 juni 1935 houdende instelling van een

Herdiscontering- en Waarborginstituut, en worden een aangelegenheid van beheer van de beschermingsregeling voor financiële instrumenten die dit Instituut met toepassing van artikel 29 van deze wet vaststelt en beheert. De verbintenissen die ontstaan uit de overdracht van de verplichtingen van het Interventiefonds aan het Instituut drukken niet op het eigen vermogen van dat Instituut.

De Koning regelt, zo nodig, de wijze van vereffening en bepaalt de datum waarop die vereffening wordt afgesloten.".

Hoofdstuk VII - Slotbepalingen

Artikel 19 van het ontwerp, dat artikel 40 wordt, moet worden aangevuld om de Koning ertoe te machtigen de inwerkingtreding van de artikelen 28 en 39 bij een in de Ministerraad overlegd besluit vast te stellen. De volgende lezing wordt voorgesteld :

"Art. 40 De Koning bepaalt, bij een in de Ministerraad overlegd besluit, de respectieve datum van inwerkingtreding van de artikelen 28 en 39. Voor artikel 28 is 1 januari 1999 de uiterste datum van inwerkingtreding.

De Koning bepaalt de respectieve datum van inwerkingtreding van de hoofdstukken II en IV, die uiterlijk op ... in werking treden.".

Men mag niet uit het oog verliezen dat als datum van inwerkingtreding van de richtlijn 26 augustus 1998 is vastgesteld.

La chambre était composée de

Messieurs J.-J. STRYCKMANS, président,
de Heren voorzitter,

Y. KREINS, conseillers d'Etat,
P. QUERTAINMONT, staatsraden,

P. GOTHOT, assesseurs de la section de législation,
J. KIRKPATRICK, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame B. VIGNERON, greffier assumé,
Mevrouw toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme G. JOTTRAND, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

B. VIGNERON

De kamer was samengesteld uit

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. G. JOTTRAND, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS